

Soupçons de déstabilisation

P.3 **MARGUERITE GNAKADE** **INTERPELLEE... LES ENQUETES** **SE POURSUIVENT**



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 640 du 20 Septembre 2025

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Affaire Goma et Convocation diplomatique

P.2

L'UE SOMMEE DE S'EXPLIQUER A LOME



P.5 **Investir dans l'avenir :**

L'OTI REÇOIT 100 TABLES-BANCS DE LA PART DU SÉNATEUR NOËL DEPOUKN ET REMERCIE FAURE GNASSINGBÉ POUR LA PROMOTION D'UN FILS DE LA RÉGION

Suspension prolongée de Rfi et France 24 au Togo :



POURQUOI FRANCE 24 MEDIAS MONDE DEVRA ENCORE ATTENDRE

Moutarde africaine: P.11

QUAND LE SOUMBALA REMPLACE LE CUBE SANS REGRET

Rentrée scolaire au Togo P.5

PLUS DE 3 MILLIONS D'ELEVES REPRENENT LE CHEMIN DES CLASSES

Les légendes africaines en première ligne contre le racisme

LA FIFA S'ALLIE À ADEBAYOR, DROGBA ET WEAH P.4



Ohana Africa est lancée :

GRÂCE À L'AGRÉMENT BCEAO, OLLO AFRICA DIGITALISE L'ÉPARGNE COMMUNAUTAIRE AU TOGO P.8

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



250F 250Mo +100F 375Mo

*909*250# 1jour

Affaire Goma et Convocation diplomatique :

L'UE SOMMÉE DE S'EXPLIQUER A LOMÉ



Le gouvernement togolais a réagi avec fermeté et clarté à la résolution récemment adoptée par le Parlement européen concernant l'affaire Abdul Aziz Goma, condamné à dix ans de réclusion criminelle pour complot contre la sécurité intérieure de l'État et groupement de malfaiteurs. Pour Lomé, cette démarche européenne constitue une ingérence manifeste dans un processus judiciaire mené en toute légalité et transparence.

Une justice souveraine

Le 3 février 2025, la Cour d'assises de Lomé a rendu son verdict dans le dossier Goma, à l'issue d'un procès régulier, conforme aux standards internationaux. L'accusé a bénéficié de toutes les voies de recours, d'un suivi médical constant attesté par la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), et même d'une proposition de remise

en liberté conditionnelle qu'il a refusée. Pourtant, certains réseaux de lobbying, actifs à Bruxelles et Paris, tentent depuis plusieurs semaines de transformer cette décision judiciaire en levier de pression politique.

Convocation diplomatique : l'UE sommée de s'expliquer

Face à cette situation, le ministre togolais des Affaires étrangères, le professeur Robert Dussey, a

convoqué l'ambassadeur résident de l'Union européenne à Lomé. L'objectif : obtenir des explications sur le sens et la portée de la résolution européenne, jugée intrusive et contraire aux principes de non-ingérence. Lors de cet échange, le chef de la diplomatie togolaise a rappelé avec vigueur que la justice togolaise s'exerce en toute indépendance, selon les lois nationales et les normes universelles.

Lomé dénonce une tentative de chantage politique

Selon plusieurs sources proches du pouvoir, cette agitation diplomatique reflète une attitude condescendante, celle « d'une Europe qui prétend dicter sa lecture des droits et de la justice aux nations africaines, alors même qu'elle tolère ou ignore des cas similaires en son sein ». Le Togo dénonce un « deux poids, deux mesures » inacceptable et réaffirme qu'il n'a de compte à rendre qu'à son peuple et aux institutions qu'il s'est librement données.

Le ministre Dussey n'a pas mâché ses mots : derrière les motions des eurodéputés et les pressions relayées par certaines ONG, se

cache une volonté de transformer une décision souveraine en instrument de chantage politique. Une manœuvre qui, selon Lomé, menace la crédibilité du droit africain et la souveraineté judiciaire des États.

Une affaire pénale, pas politique
Les autorités togolaises insistent sur le caractère pénal du dossier Goma, fondé sur des faits graves jugés par les juridictions compétentes. Toute tentative de requalification politique est perçue comme une instrumentalisation dangereuse. « La justice togolaise a dit le droit, rien que le droit. Toute autre interprétation relève d'une volonté politique extérieure », confie un haut responsable.

Grève de la faim et lettre ouverte
Depuis le 27 août, Abdul Aziz Goma observe une grève de la faim à la prison civile de Lomé pour dénoncer ses conditions de détention. Il a adressé une lettre ouverte au Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Mais pour les autorités, cette démarche ne remet pas en cause le respect de ses droits, ni la régularité du procès.

Togoreveil

Suspension prolongée de RFI et France 24 au Togo :

POURQUOI FRANCE MEDIAS MONDE DEVRA ENCORE ATTENDRE



Trois mois après la suspension de RFI et France 24 par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), le silence médiatique se prolonge. Initialement prévue pour trois mois à compter du 16 juin 2025, la mesure n'a pas été levée à l'échéance du 16 septembre. Et pour cause : plusieurs obstacles, à la fois juridiques, diplomatiques et stratégiques, freinent tout retour à la normale.

Un vide juridique non résolu

Le premier verrou est légal. La convention qui liait RFI au Togo a expiré en novembre 2022, sans renouvellement. Depuis cette date, la radio internationale émettait sans base contractuelle. Toute

reprise des programmes suppose donc la signature d'un nouvel accord, encore en négociation.

Diplomatie en panne

Deux représentants de France Médias Monde devaient se rendre à Lomé pour relancer les discussions. Mais l'un d'eux n'a pas obtenu de visa, entraînant l'annulation de la mission. Résultat : les pourparlers sont suspendus, sans calendrier clair.

Une demande togolaise en attente côté français

Autre point de tension : la demande du gouvernement togolais d'autoriser une radio nationale à émettre en FM en France pour servir la diaspora. Paris n'a toujours pas donné de réponse concrète, évoquant une étude en cours. Une posture jugée peu réciproque par Lomé, qui attend un geste d'équité.

La HAAC reste ferme

La HAAC rappelle que la suspension visait à préserver l'ordre public et la cohésion sociale. Elle insiste sur le fait que la liberté de la presse doit s'exercer avec responsabilité, surtout dans un contexte où les enjeux de souveraineté et de stabilité nationale sont majeurs.

Pas de retour sans rééquilibrage

Le retour de RFI et France 24 au Togo ne dépend pas d'un simple délai administratif. Il exige un cadre légal clair, une diplomatie respectueuse, et une reconnaissance mutuelle des intérêts. France Médias Monde devra encore attendre. Le Togo, lui, reste maître de ses ondes.

Togoreveil



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.perspectiveinfo.com/togoreveil

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Komla YAND

Marcel A. SOGLO

London KAWANA

Patrick Nima

Peggy

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aissata TOURE

SECRETARIAT

Micheline MENSAH

INFOGRAPHIE

Alex KRATIDE (91 77 28 84)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

761 22 38 18 58

02 BP 20061 LOMÉ

Adresse

585 Avenue du Grand Seminaire

Hédoussou face Eto VINS

DITALIE

Tel: 22 61 12 19 / 22 38 18 58

80 02 76 54

E-mail: gpouli@yahoo.fr

Tirage

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC SARL U

Arrestation au Togo d'un ressortissant français jugé subversif

LE SILENCE AGACE DE PARIS



Quand le Togo défend sa souveraineté, la France se tait. Et l'Afrique observe. Le 6 juin dernier, les autorités togolaises ont procédé à l'arrestation de Steeve Rouyar, ressortissant français, surpris en pleine participation à une manifestation jugée subversive. L'accusation est grave : atteinte à la sûreté de l'État. Mais ce qui choque autant que l'acte, c'est le mutisme de Paris, qui n'a émis à ce jour aucune réaction officielle.

Une affaire qui dépasse le cadre judiciaire

Loin d'un simple fait divers, cette arrestation soulève une question fondamentale : jusqu'où peut aller l'ingérence étrangère dans les affaires internes africaines ? La présence active d'un citoyen étranger dans une mobilisation visant à troubler l'ordre public n'est pas une erreur de parcours. C'est une atteinte directe à la souveraineté du Togo, État libre et indépendant. « Ce n'est pas seulement une transgression des lois locales. C'est une intrusion politique. »

L'ombre persistante du paternalisme occidental

De Dakar à Lomé, de Bamako à Ouagadougou, les peuples africains réclament une chose simple : le droit de décider seuls de leur avenir. Pourtant, certains acteurs extérieurs continuent de se comporter en donneurs de leçons, prêts à instrumentaliser les crises et les

contestations pour affaiblir les institutions nationales. L'affaire Rouyar rappelle brutalement que le spectre du néocolonialisme, sous des formes plus discrètes mais tout aussi toxiques, n'a pas disparu.

Silence de Paris, vigilance africaine

L'absence de réaction officielle de la France ne passe pas inaperçue. Ce silence, loin d'être diplomatique, ressemble à une gêne profonde face à une vérité embarrassante : l'Afrique ne tolère plus l'intrusion. Le Togo n'a pas vacillé. Il a agi. Et ce geste est un signal fort envoyé à tous ceux qui pensent encore pouvoir manipuler les équilibres africains.

Un signal d'alarme pour le continent

Cette arrestation ne doit pas être perçue comme un fait isolé. Elle est le symptôme d'une résistance africaine face aux forces hostiles à son émancipation. Elle rappelle que la liberté véritable ne se négocie pas, elle se défend.

Et dans cette défense, chaque Africain est concerné. Vigilance, solidarité, engagement : tels sont les mots d'ordre pour que plus jamais l'avenir du continent ne soit dicté depuis l'étranger.

Togoreveil

Soupons de déstabilisation

MARGUERITE GNAKADE INTERPELLEE... LES ENQUETES SE POURSUIVENT



L'ancienne ministre de la Défense, Marguerite Gnakadé, a été arrêtée le mercredi 17 septembre 2025 à son domicile, selon plusieurs sources sécuritaires. Elle est actuellement entendue par les services compétents dans le cadre d'une enquête aux contours encore flous. Depuis plusieurs mois, Mme Gnakadé s'est illustrée par des critiques virulentes contre le pouvoir en place, appelant publiquement à la démission du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Une posture inédite pour celle qui fut l'une des premières femmes à occuper un poste stratégique au sein du gouvernement. Des

sources non officielles évoquent des liens supposés avec des figures de l'opposition en exil, ainsi que des tentatives d'incitation à la désobéissance au sein des forces armées. Certains éléments laissent craindre des actes pouvant compromettre la stabilité de l'institution militaire. Les auditions sont en cours. Les prochains jours devraient permettre de clarifier les motifs exacts de cette interpellation et de déterminer la suite judiciaire éventuelle.

Germain POULI

Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Les légendes africaines en première ligne contre le racisme

LA FIFA S'ALLIE A ADEBAYOR, DROGBA ET WEAH



Quand le Togo entre dans l'histoire du football mondial par la voix de Sheyi Emmanuel Adebayor. La FIFA vient de lancer une initiative sans précédent dans sa lutte contre le racisme et les discriminations dans le football. Pour la première fois, l'instance mondiale confie ce combat à ceux qui l'ont vécu sur le terrain : les légendes du ballon rond. Et parmi elles, le Togolais Sheyi Emmanuel Adebayor brille aux côtés de Didier Drogba et George Weah, dans un panel international chargé de porter haut la voix des joueurs contre les injustices.

Un panel inédit, une mission universelle

Ce groupe d'anciens champions, composé également de Khalilou Fadiga, Blaise Matuidi, Iván Córdoba, Formiga, Lotta Schelin et Briana Scurry, incarne une diversité assumée : hommes, femmes, continents, générations. Tous unis pour transformer les slogans en

actions concrètes.

« Le racisme est un crime. Nous devons le condamner partout, dans le football comme dans la société », a déclaré Gianni Infantino, président de la FIFA.

Mais cette fois, ce ne sont pas des dirigeants qui portent le message. Ce sont des joueurs, des survivants, des symboles.

Adebayor, la voix du Togo et de l'Afrique

L'entrée de Sheyi Emmanuel Adebayor dans ce panel est une fierté nationale. Lui qui a affronté les stades européens, les insultes racistes, les défis identitaires, devient aujourd'hui porte-parole du respect et de la dignité.

Son rôle : sensibiliser les jeunes générations, mobiliser les consciences, porter la voix du continent dans les instances mondiales. Adebayor incarne une parole libre, directe, connectée à la jeunesse africaine. Il est plus

qu'un ancien joueur : il est un repère, un modèle, une conscience.

De la parole à l'action

Ce panel est appelé à participer à des campagnes mondiales, intervenir dans les stades, les écoles, les médias, proposer des réformes concrètes, créer des ponts entre les générations. La FIFA veut faire du football un espace de respect, de dignité et d'unité, en s'appuyant sur des figures crédibles et populaires.

Drogba, Weah, Adebayor : des voix qui portent George Weah, président du Liberia, incarne la diplomatie du sport, Didier Drogba, ambassadeur de paix, est une figure de rassemblement et Sheyi Adebayor, franc et engagé, est la voix des terrains et des quartiers. En les réunissant, la FIFA ne cherche pas seulement à crédibiliser son

combat. Elle veut l'humaniser, le rendre audible, le faire vivre.

Une mobilisation qui dépasse le football

Ce combat est aussi celui des réseaux sociaux, des écoles, des familles. Il concerne les jeunes, les supporters, les éducateurs. Et en Afrique, il résonne avec force.

Quand Adebayor parle, c'est tout un continent qui écoute. Quand Drogba s'engage, c'est toute une jeunesse qui se lève. Quand Weah agit, c'est l'Afrique qui inspire le monde.

La lutte contre le racisme ne se joue plus dans les coulisses. Elle se joue sur le terrain, avec des visages, des voix, des vécus. Et cette fois, le Togo, par la voix d'Adebayor, est au cœur du jeu mondial.

Togoreveil

«Opération Rentrée Sûre 2025»

UNE NOUVELLE INITIATIVE POUR UNE ANNEE SCOLAIRE SECURISEE AU TOGO

Le MSPC met en place un dispositif spécial pour garantir une rentrée paisible et sécurisée pour tous

En prélude à la rentrée scolaire du 15 septembre, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile du Togo a lancé en fin de semaine dernière, une initiative nationale baptisée "Opération Rentrée Sûre 2025". Cette campagne vise à assurer un environnement serein et sécurisé pour les élèves, les enseignants et les familles sur l'ensemble du territoire.

L'opération découle d'une analyse approfondie des données recueillies lors des précédentes rentrées scolaires. Les résultats ont mis en lumière des problèmes persistants tels que les accidents de la route, la petite délinquance et les nuisances aux abords des établissements scolaires.

Ainsi par rapport à la mobilisation des forces de sécurité, le dispositif prévoit la sécurisation des écoles et des lieux de rassemblement; le renforcement de la surveillance dans les zones sensibles et sur les axes routiers; la régulation du trafic pour réduire les embouteillages et les risques d'accidents et la prévention des actes de

délinquance mineure

Les agents déployés mèneront également des actions de sensibilisation auprès des élèves, des parents, des conducteurs et des riverains sur les bonnes pratiques en matière de sécurité. Des numéros verts sont mis à disposition pour signaler tout incident :

- 1014 pour la sécurité publique
- 118 pour les sapeurs-pompiers
- 170 pour la protection civile

Le ministre Calixte Batossie Madjoulba a annoncé que cette opération sera désormais reconduite chaque année à l'occasion de la rentrée scolaire, dans toutes les régions du pays. L'objectif est d'instaurer durablement une culture de la sécurité dans le milieu éducatif.

YAWO Komla



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- ▣ Politique
- ▣ Education
- ▣ Culture
- ▣ Economie
- ▣ Société

www.togoreveil.com



Investir dans l'avenir :**L'OTI REÇOIT 100 TABLES-BANCS DE LA PART DU SÉNATEUR NOËL DEPOUKN ET REMERCIE FAURE GNASSINGBÉ POUR LA PROMOTION D'UN FILS DE LA RÉGION**

La ville de Mango a accueilli une importante cérémonie de remise de don ce mercredi 17 septembre 2025. Offert par le sénateur Noël Depoukn, et remis au nom des cadres de la préfecture de l'Oti avec l'onction du président du conseil Faure Essozimna Gnassingbé, le don est composé de 100 tables-bancs et de matériel didactique comprenant des cartons de rames de papier, des boîtes de craie, des ensembles géométriques, des stylos de différentes couleurs, des règles et des cahiers pour une valeur de plus de cinq millions (5 000 000) FCFA.

À cette occasion, le sénateur et sa délégation ont prodigué des conseils à la jeunesse, en particulier aux élèves de l'Oti, sur l'usage des réseaux sociaux. Noël Depoukn a invité les jeunes à abandonner l'usage abusif de ces outils et à se concentrer sur leurs études qui leur garantissent



un avenir plus sûr. « C'est à travers vos études que vous pourriez assurer la relève de demain », a-t-il lancé aux élèves en présence des parents et des enseignants. Il a également encouragé ces derniers à continuer dans leur

engagement pour contribuer à la construction du Togo d'aujourd'hui et de demain. L'autre temps fort de cette cérémonie a été des applaudissements nourris de la population venue nombreuse pour exprimer sa gratitude au

président du conseil Faure Essozimna Gnassingbé pour la nomination d'un fils de la Savane, précisément de l'Oti, M. Stanislas Bamouni Baba, en tant que premier Secrétaire général du gouvernement de la cinquième République. Pour

la population, cette nomination est une marque de confiance et un honneur pour toute la région.

Les bénéficiaires ont également tenu à remercier le sénateur pour son engagement constant aux côtés du gouvernement afin de soutenir l'éducation dans la préfecture.

« M. le sénateur au nom des bénéficiaires, je voudrais vous dire merci, pour votre engagement permanent aux côtés de nous les apprenants de la préfecture de l'Oti. Nous vous promettons, travail, assiduité pour qu'en fin d'année la préfecture ait de bon résultats », a déclaré l'un des porte-paroles sous les applaudissements de l'assistance.

La Rédaction

Deux enseignants pour mieux apprendre :**LE TOGO RÉINVENTE L'ÉCOLE PRIMAIRE**

À l'aube de la rentrée scolaire 2025-2026, le ministère togolais des Enseignements primaire, secondaire et technique lance une réforme pédagogique inédite : les élèves de CM1 et CM2 seront désormais encadrés par deux enseignants spécialisés, l'un en lettres et l'autre en sciences. Une initiative qui vise à renforcer les acquis fondamentaux et à mieux préparer les élèves à la rigueur du collège. Cette réforme a été annoncée le 10 septembre 2025 par le Ministre des Enseignements primaires, secondaire et technique Dodzi Komla KOKOROKO.

Une réponse aux défis du cycle primaire

Le constat est clair : le taux de redoublement en classe de 6^e reste préoccupant, et les lacunes en lecture, écriture et raisonnement scientifique freinent la réussite scolaire. En introduisant une double compétence dès le primaire, les autorités espèrent créer un pont entre l'enseignement général du primaire et la spécialisation du secondaire.

Cette réforme permet aux élèves d'être mieux encadrés dans les matières clés, tout en s'habituant à travailler

avec plusieurs enseignants.

Une mise en œuvre progressive

Chaque enseignant reste titulaire d'une classe, mais intervient dans son domaine de spécialité. Les directeurs d'école sont chargés de constituer des binômes pédagogiques, en tenant compte des profils académiques et de la complémentarité des enseignants. Des séances de concertation hebdomadaires sont prévues pour assurer la cohérence des apprentissages. Le ministère prévoit un suivi trimestriel des résultats scolaires et une évaluation qualitative du dispositif. Si les indicateurs sont positifs, la réforme pourrait être étendue à d'autres niveaux du primaire.

C'est une réforme ambitieuse qui répond à une réalité de terrain. Les élèves ont besoin d'un encadrement plus ciblé pour réussir.

Patrick NIMA

Rentrée scolaire au Togo**PLUS DE 3 MILLIONS D'ÉLÈVES REPRENENT LE CHEMIN DES CLASSES**

La rentrée scolaire 2025-2026 a démarré ce lundi 15 septembre au Togo, avec plus de 3 millions d'élèves qui reprennent le chemin des classes. Les pouvoirs publics ont pris plusieurs mesures pour préparer cette nouvelle année, notamment le recrutement de 5000 nouveaux enseignants, la construction et la réhabilitation de 7000 salles de classes, et l'introduction d'une réforme de l'encadrement des classes du cours moyen.

Des initiatives pour améliorer l'éducation

Le gouvernement a également lancé une opération de sécurisation de la rentrée, une campagne nationale de vaccination antipaludique et un programme d'assurance maladie pour les élèves. Une campagne nationale de distribution de kits scolaires à plus de 100 000 jeunes filles a également été lancée.

Moderniser le système éducatif

Les pouvoirs publics ont pour ambition de moderniser en profondeur le système éducatif national et de répondre aux attentes des populations et aux exigences de développement. La nouvelle année scolaire sera marquée par plus de 40 semaines d'activités pédagogiques, entrecoupées de périodes de détente et de congés.

Langues nationales dans l'éducation :**VERS UNE PEDAGOGIE INCLUSIVE EN EWE ET KABYE**

Alors que le Togo poursuit sa quête d'un système éducatif plus équitable et enraciné dans les réalités locales, la question de l'intégration des langues nationales dans l'enseignement revient au cœur du débat. L'Ewe et le Kabyè, langues officiellement reconnues depuis la réforme de 1975, sont désormais au centre d'une dynamique visant à rendre l'école plus inclusive, plus efficace et plus pertinente du point de vue culturel.

Une réforme ancienne, un enjeu toujours actuel

L'introduction des langues nationales dans l'éducation togolaise ne date pas d'hier. Dès 1975, l'État avait reconnu l'Ewe et le Kabyè comme langues nationales, avec pour ambition de les enseigner dans les écoles primaires et secondaires. Mais cette politique a connu des hauts et des bas, et reste aujourd'hui marginale dans la pratique. Portant sur les difficultés d'acquisition et d'assimilation des compétences transmises, le Professeur Essodina Péré, linguiste à l'Université de Lomé affirme en 2021 (VOA, Kayi Lawson) que « Si on nous avait enseigné les mathématiques dans nos langues, nous n'aurions pas ces

blocages ».

Des académies linguistiques en action

Pour soutenir cette ambition, deux académies ont été créées : l'Académie de langue Ewe et celle de langue Kabyè. Ces institutions travaillent à la codification, à la production de manuels et à la formation des enseignants. En 2021, l'Académie Kabyè a publié plusieurs ouvrages, dont un syllabaire, une grammaire et un dictionnaire bilingue. « Nous avons honte de nos propres langues. Pourtant, elles sont les fondations de notre apprentissage », déplore le professeur Antoine Kossi Aféli, linguiste à la retraite (VOA, Kayi Lawson, 2021).

Pourquoi enseigner en langue nationale ?

Les experts en psychopédagogie soutiennent que l'apprentissage dans la langue maternelle facilite la compréhension, la mémorisation et la participation active. Dans un pays où le français reste la langue dominante de l'école, cette approche pourrait réduire les échecs scolaires et renforcer les compétences de base.

**Des initiatives locales à renforcer**

Des projets pilotes comme ELAN (École et Langue Nationale) ont été lancés dans certaines régions pour tester l'enseignement bilingue. Les résultats sont encourageants, mais les défis restent nombreux : manque de manuels, formation insuffisante des enseignants, et résistance socioculturelle dans certaines familles.

Au de-là de l'aspect éducatif, les langues maternelles sont les véhicules de la culture, la marque identitaire d'un peuple et une richesse endogène.

Jean KPATIKA

Rentrée Scolaire et Respect de l'Environnement :**LE MAIRE ABOKA VEUT FAIRE DES ECOLES DE GOLFE 5 DES ESPACES SAINS ET PROPICES A L'APPRENTISSAGE**

Le 13 septembre 2025 a été marqué par une vaste opération de salubrité menée dans plusieurs établissements préscolaires et primaires publics. À l'appel de la Mairie, de nombreux volontaires ont convergé vers les écoles pour redonner éclat et dignité aux lieux d'apprentissage de la jeunesse togolaise. Cette campagne de promotion d'un environnement propre pour tous a touché douze établissements publics au total.

Sous l'impulsion du Maire de la Commune Golfe 5, M. Kossi ABOKA, l'événement a débuté à l'EPP Amadahomé et s'est étendu à l'EPP Agbalépédogan (Groupes

A et C), EPP Batomé, EPP Avénou, EPP Aflao-Gakli, EPP Casablanca, EPP Soviépe, EPP Camp 2e RI, JEP Mairin-Djidjolé et JEP Adidogomé-Teshie.

Balais, brouettes, gants et sourires étaient au rendez-vous, malgré une pluie battante. Élèves, enseignants, parents, agents municipaux et membres d'associations ont uni leurs forces pour nettoyer les cours, désherber les abords, vider les poubelles et sensibiliser à l'hygiène. L'ambiance était conviviale, mais l'objectif clair : faire de l'école un espace sain, propice à l'apprentissage et au respect de l'environnement.

« Le 15 septembre marque la rentrée scolaire. Nos enfants

vont reprendre les classes, et il est impensable qu'ils le fassent dans la saleté. La santé est essentielle pour bien étudier », a rappelé Kossi ABOKA, Maire de la Commune Golfe 5.

Dans une volonté de pérenniser les efforts et d'instaurer une culture durable de la propreté, la Mairie a annoncé la mise en place de mécanismes de mobilisation communautaire et de surveillance régulière dans les établissements concernés ainsi que sur les lieux publics de la Commune. Des agents municipaux et des comités scolaires seront chargés de veiller au respect des normes d'hygiène. « L'incivisme croissant contribue à la saleté de nos quartiers. Nous comptons mobiliser les CVQ et

CVD, en collaboration avec la police, pour surveiller ces espaces et enrayer ce phénomène qui ternit l'image de notre ville », a précisé la première autorité communale. L'association Cercle des Leaders de Santé (CLS Togo), engagée depuis quatre ans, œuvre aux côtés des communes pour offrir un cadre de vie sain et durable. À travers son projet intitulé « Pour une commune propre, je m'engage », CLS Togo sensibilise et mobilise les populations autour de l'hygiène et de la gestion des déchets. Selon Sewonou EKOULE, président de CLS Togo, « Chaque fois que la commune nous sollicite, nous répondons présents. Nous intervenons dans presque toutes les communes

de Lomé. Dans un pays propre, la santé est garantie. » À cette occasion, il a lancé un appel à l'ensemble de la population, soulignant l'importance d'un environnement propre pour le bien-être collectif.

Cette opération citoyenne est un modèle de collaboration entre institutions, associations et citoyens. Elle rappelle que l'environnement scolaire est le premier cadre de vie des enfants, et qu'un cadre propre constitue un levier puissant pour l'apprentissage, la santé et la dignité.

Togoreveil



Caisse Nationale de Sécurité Sociale - CNSS

COMMUNIQUE

Extension de la couverture à l'Assurance Maladie Universelle (AMU) au profit des bénéficiaires de pensions et de rentes ayant travaillé hors du Togo et régulièrement payés par la CNSS

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), dans le cadre de la poursuite de l'extension de la couverture à l'assurance maladie universelle (AMU), lance, **du 1^{er} septembre au 15 octobre 2025, une campagne nationale de mise à jour des informations et de production de cartes uniques d'assurance CNSS au profit des bénéficiaires de pensions viagères et de rentes ayant travaillé hors du pays mais régulièrement payés par la CNSS.**

A cet effet, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), invite tous les pensionnés et rentiers qui ont travaillé au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal, ainsi que leurs ayants droit, y compris les veuves, les veufs et les orphelins dont le paiement des droits s'opère à la CNSS-Togo, à se présenter **au Service des Prestations Extérieures à son siège et dans ses Divisions régionales**, pour ladite opération.

Les bénéficiaires concernés doivent se munir de l'une des pièces suivantes :

- **Pour les pensionnés(e)s** : la carte nationale d'identité, le passeport ou la carte consulaire, la photocopie légalisée de l'acte de naissance, ainsi qu'une photo d'identité récente sur fond blanc ;
- **Pour les conjoints ainsi que les veuves ou veufs** : l'acte de mariage légalisé, l'acte de naissance légalisé et une photo d'identité récente sur fond blanc ;
- **Pour les orphelins** : l'acte de naissance légalisé et une photo d'identité récente sur fond blanc.

Conformément à la loi n°2021-022 du 18 octobre 2021 instituant l'AMU, une période de carence de trois (03) mois, s'étendant **d'octobre à décembre 2025**, sera observée avant la jouissance effective des prestations **de l'AMU**, à compter du **1^{er} janvier 2026**.

Le Directeur Général de la CNSS rappelle à l'ensemble de ces bénéficiaires qu'ils sont éligibles à toutes les prestations couvertes par l'AMU et les invite, pour en jouir, à se conformer aux formalités requises dans les délais impartis.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter les numéros suivants : (+228) 22 53 56 00 (poste 6410) / (+228) 22 53 56 28.

Fait à Lomé, le **08 SEP. 2025**

Le Directeur Général

Ingrid AWADE

Boulevard Eysadema 1 BP 68 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé1 LOME - TOGO ☎ : (228) 22 53 56 00 / (228) 22 53 56 28 ✉ : contact@cnss.tg 🌐 : www.cnss.tg

BIA-TOGO 00136280001-64	CCP - LOME 6310002011001000	UTB 310040544004000
BTCI 05904200167 - 58	BPEC 11354160018	SIAB 01251104005071
ECOBANK 7010231400063401	Diamond Bank 223004172016-88	ORABANK Lomé 030301992001-83
BOA 01002 001103970008 39	SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46	CORIS BANK 01001 000241024101 96

Ohana Africa est lancée :

GRÂCE À L'AGRÉMENT BCEAO, OLLO AFRICA DIGITALISE L'ÉPARGNE COMMUNAUTAIRE AU TOGO



Ollo Africa devient la première FinTech togolaise agréée par la BCEAO

L'obtention de l'agrément d'Établissement de Paiement ouvre la voie au déploiement d'Ohana Africa, solution révolutionnaire d'épargne. Ollo Africa, FinTech togolaise pionnière, annonce l'obtention de son agrément en tant qu'Établissement de Paiement auprès de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cette reconnaissance historique fait d'Ollo Africa la première FinTech agréée au Togo, lui conférant l'autorisation officielle de déployer des services financiers numériques avec son application Ohana Africa.

Cet agrément autorise la société à transformer l'épargne informelle traditionnelle en services financiers formels et sécurisés, contribuant ainsi à l'inclusion financière de millions d'Africains actuellement exclus du système bancaire classique.

Avec plus de deux milliards de personnes dans le monde encore exclues du système financier formel, l'exclusion financière présente des risques significatifs pour la stabilité économique, particulièrement parmi les communautés à faible revenu confrontées aux défis de l'inflation, de l'instabilité sociale et du changement climatique.

L'épargne collective représente jusqu'à 7% du PIB dans certains pays africains, mais demeure largement informelle. Cette pratique ancestrale, profondément ancrée dans les

traditions Africaines, manque souvent de sécurité et de traçabilité. Les solutions fintech comme Ohana Africa offrent un moyen puissant de relever ces défis en proposant des services financiers innovants qui permettent aux populations de construire un avenir plus sûr et plus résilient. Grâce à son agrément, Ohana Africa peut désormais proposer :

Services de paiement numérique : initiation et agrégation de paiements, transferts d'argent, virements, prélèvements, retraits

Facilitation des transactions électroniques pour particuliers et entreprises

Contribution active à la digitalisation de l'économie togolaise et à l'inclusion financière

L'application Ohana Africa révolutionne la gestion de l'épargne collective grâce à :
Une interface intuitive et sécurisée, accessible à tous les utilisateurs
L'automatisation des cotisations avec dépôts sécurisés auprès d'institutions bancaires agréées,
Une gestion transparente des fonds réduisant les risques de pertes et de malversations
Une traçabilité complète de chaque transaction pour renforcer la confiance,

Un accompagnement à la formalisation facilitant l'intégration dans le système financier formel.

Cet agrément d'Établissement de Paiement représente une étape déterminante pour le secteur financier togolais. Il permet à Ollo Africa de proposer une gamme complète de services financiers numériques tout en respectant les standards réglementaires les plus élevés de la BCEAO. Cette



reconnaissance officielle valide l'approche innovante d'Ollo Africa et ouvre la voie à une transformation profonde du paysage financier togolais. L'agrément témoigne de la maturité technologique et réglementaire atteinte par la FinTech, positionnant le Togo comme un hub d'innovation financière en Afrique de l'Ouest.

"Le Togo s'est déjà imposé comme un leader de l'inclusion financière en Afrique, et cet agrément vient renforcer les efforts du pays pour bâtir une économie plus inclusive", déclare Mawuna Koutonin, Directeur Général d'Ollo Africa. "Cette autorisation nous permet de créer un écosystème financier plus inclusif et accessible pour les communautés mal desservies, avec la garantie de la supervision bancaire."

Agbo Komlan, Chef des services digitaux à Ecobank, souligne : "Ohana Africa apporte une solution concrète à des millions de personnes encore peu ou mal desservies par le système bancaire. Chez Ecobank, nous sommes fiers d'être partenaires de cette transformation et félicitons toute l'équipe d'Ohana pour cette étape majeure."

Toba Tanama, Directeur Marketing d'Ollo Africa, ajoute : "Cet agrément témoigne de notre vision de bâtir un paysage financier plus inclusif en Afrique. Nous pouvons désormais répondre aux défis auxquels sont confrontées les populations mal desservies avec la crédibilité d'un établissement de paiement agréé."

Ollo Africa prévoit le lancement d'une version optimisée de l'application dans les

prochains jours, avec l'objectif de servir un million d'utilisateurs au Togo dans les mois à venir. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie continentale visant à renforcer la résilience des communautés africaines grâce à des solutions financières innovantes et accessibles.

À propos d'Ollo Africa :

Ollo Africa est une FinTech togolaise dédiée à la promotion de l'inclusion financière à travers l'Afrique. Spécialisée dans les solutions financières communautaires, la société développe Ohana Africa, une plateforme numérique qui modernise les pratiques d'épargne collective traditionnelles tout en préservant leurs valeurs communautaires.

- Site : <https://ohana.africa/fr/>
- Application : <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.ohana.africa>

À propos de la BCEAO :

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest supervise et régule les établissements de paiement dans huit pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Contact presse : Toba Tanama
Tél. +228 99 13 23 23 ; Email : press@ollo.africa



CABINET DE GEOMATIQUE

Agoè-Nanegbé-Lomé-TOGO, non loin de la Station T-OIL NANEGBE,

☎ 00228 93 73 27 47 / 79 66 14 42 📞 91 15 53 39 🌐 afrimetinter@gmail.com 📱 [afrimet](https://www.facebook.com/afrimet)

- Base de données Spatiales
- Base de données Informatique SQL
- Production Cartographique
- Traitement d'images satellitaires
- Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- Lotissements et financement de lotissements

- Levés et plans de terrains
- Géolocalisation de terrains perdus
- Conception de plans de maisons
- Achat et vente de terrains/maisons
- Suivi des titres fonciers
- Formations

- Systèmes d'Information Géographique (SIG)
- Cartographie
- Géométrie
- Topographie
- Base de données SQL
- Géolocalisation (GPS)
- Architecture

...Une Afrique des métiers

LOME ACCUEILLE, CE SAMEDI, LA 2^e CONFERENCE PANAFRICAINNE POUR LA PAIX ET LA SECURITE (COPPSE 2025)

La capitale togolaise s'apprête à vibrer au rythme d'un grand rendez-vous panafricain. La 2^e édition de la Conférence Panafricaine pour la Paix et la Sécurité (COPPSE 2025) se tiendra ce samedi 20 septembre 2025, à partir de 8h00, dans la salle polyvalente du Palais des congrès de Lomé.

Organisé à l'occasion de la Journée internationale de la Paix, La COPPSE 2025 est Placée sous le thème : « Gouvernance, souveraineté et paix en Afrique : résister, reconstruire, réconcilier », cette rencontre de haut niveau est organisée par l'ONG Mouvement des Jeunes Promoteurs de la Paix (MJPP), sous le haut parrainage du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière, ainsi que du Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République.

Un espace pour des solutions africaines

La COPPSE 2025 réunit des diplomates, experts, universitaires, responsables politiques, leaders communautaires, jeunes et femmes engagés venus de tout le continent. Elle constitue une plateforme stratégique pour analyser les défis sécuritaires actuels,



partager des expériences et surtout proposer des solutions africaines aux problèmes africains, en parfaite cohérence avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et l'ODD 16 des Nations Unies.

Au programme : conférences, panels de haut niveau, échanges interactifs et adoption d'une Déclaration de Lomé pour la Paix et la Sécurité.

Des objectifs clairs

- Promouvoir une gouvernance inclusive et apaisée comme gage de stabilité ;
- Identifier et partager des mécanismes africains de prévention et de gestion des conflits ;
- Valoriser le rôle central des jeunes, femmes et leaders communautaires

dans la consolidation de la paix ;

- Favoriser la coopération entre États, société civile, chercheurs et partenaires techniques ;
- Renforcer les engagements multisectoriels pour une Afrique résiliente et réconciliée.

Une invitation solennelle

La COPPSE 2025 est ouverte à toutes celles et ceux qui croient en l'avenir pacifique de l'Afrique : institutions, organisations, étudiants, chercheurs, leaders communautaires et simples citoyens. Chacun y trouvera un espace de rencontre, de dialogue et d'engagement pour la construction d'une paix durable.

Lieu : Salle polyvalente, Palais des congrès de Lomé

Date : Samedi 20 septembre 2025

Heure : 08h00 précises

La COPPSE 2025 se veut bien plus qu'une conférence : c'est un appel panafricain à résister face aux défis, reconstruire après les crises et réconcilier les communautés pour une Afrique unie et prospère.

Vous êtes attendus nombreux pour écrire ensemble une nouvelle page de l'histoire africaine !



Sous le haut parrainage du
Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière
Ministre des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République, ONG INTERNATIONAL MJPP

Organise



COPPSE
CONFERENCE PANAFRICAINNE POUR LA PAIX ET LA SECURITE
2025

**CONFÉRENCE
PANAFRICAINNE
POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

**THÈME : « Gouvernance, souveraineté et paix
en Afrique : résister, reconstruire, réconcilier »**

Samedi, 20 Septembre
au Palais des Congrès de Lomé.

8H00

Pour toutes informations contactez le
(+228) 98 49 76 72 / 91 33 92 63

E-mail : ongmjpp@ongmjpp.org
Site Web : www.ongmjpp.org / www.coppse.org



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES (COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS EXPORTATEURS)

N° 013/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les opérateurs économiques, qu'en vue de renforcer le contrôle de l'origine préférentielle des marchandises, objet de la Déclaration en Douane Unique (DDU), il est créé un champ bloquant pour toute utilisation d'un code additionnel donnant droit aux tarifs préférentiels lors de la saisie de la déclaration dans SYDONIA.

Ceci rend obligatoire le renseignement de la case 36 de la DDU, le chargement de la copie du Certificat d'Origine (CO) dans l'onglet «documents scannés» et le renseignement du numéro du CO dans l'onglet «documents joints».

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous et de chacun pour l'application effective du présent avis.

Fait à Lomé le 12 Septembre 2025

Philippe Kokou B. TCHODJE

Le Commissaire Général p.i

Ville de Lomé

LA POLICE DOTÉE DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS DE CIRCULATION



Pour améliorer la régulation du trafic urbain, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a remis, le mercredi 10 septembre à Lomé, de nouveaux équipements à la Police nationale. Il s'agit de kiosques et de podiums hexagonaux, conçus spécifiquement pour une meilleure gestion de la circulation, surtout aux heures de pointe.

Placés à des carrefours stratégiques, les podiums, dotés d'un toit et d'un éclairage solaire automatique, permettront aux agents de se protéger des intempéries et d'être plus visibles pour les usagers de la route. Quant aux kiosques, ils serviront de points de repos et de surveillance, offrant aux policiers un

abri contre les conditions climatiques extrêmes et un moyen de rester en communication constante avec leurs supérieurs.

Ces équipements visent à répondre à trois besoins fondamentaux : la sécurité des agents, une meilleure visibilité et une plus grande utilité pratique lors de leurs missions, comme l'a souligné le Commissaire divisionnaire Kpatcha Tchendo. Cette initiative, actuellement en phase pilote à Lomé, est prévue pour être étendue à l'ensemble du territoire togolais.

Elysée J

Du feu au cloud :

POURQUOI LES RECETTES CULINAIRES TOGOLAISES DOIVENT ENTRER DANS L'ÈRE NUMÉRIQUE

À l'heure où les traditions orales s'effacent face aux écrans, la question de la transmission des savoirs culinaires devient urgente. En Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Togo, les recettes locales ne sont pas seulement des instructions de cuisine : elles incarnent des mémoires, des identités, des liens intergénérationnels. La digitalisation offre une opportunité unique de préserver, valoriser et diffuser ces trésors culturels.

Une révolution silencieuse dans les cuisines

Les plateformes numériques, les blogs culinaires, les vidéos YouTube et les réseaux sociaux ont transformé la manière dont les recettes sont partagées. On assiste à une dématérialisation des supports traditionnels (cahiers, transmission orale) au profit de formats interactifs, visuels et accessibles. Cette appropriation numérique permet aux jeunes générations de redécouvrir les plats de leurs grands-mères, tout en les adaptant à leurs réalités urbaines ou diasporiques.

Une mémoire culinaire en danger

Dans de nombreuses communautés togolaises, les recettes sont transmises oralement, souvent par les femmes âgées. Mais avec l'urbanisation, la migration et la modernisation des modes de vie, cette chaîne de transmission se fragilise. Les plats comme le abobo dessi, le kom, le akpan, ou le gboma dessi risquent de disparaître si leurs savoir-faire ne sont pas documentés. La digitalisation devient alors un outil de sauvegarde : enregistrer les gestes, filmer les étapes, traduire les recettes en langues locales (Ewe, Kabyè), et les archiver dans des bases de données accessibles.

Des initiatives locales et globales

Des plateformes comme Marmiton, Allrecipes ou Supertoinette ont montré comment le numérique peut structurer et diffuser les recettes. En Afrique, des projets émergent pour créer des bibliothèques culinaires numériques, des applications en langues locales, ou des capsules vidéo communautaires.



Au Togo, des jeunes vidéastes, des chefs engagés et des associations culturelles commencent à filmer les recettes traditionnelles, à les publier sur TikTok, Facebook ou WhatsApp, et à créer des archives vivantes.

Vers une stratégie nationale de valorisation culinaire La digitalisation des savoirs culinaires ne doit pas être laissée au hasard. Elle peut s'inscrire dans les politiques de patrimoine immatériel, les programmes de nutrition communautaire, les projets de formation professionnelle en agro-transformation et dans les initiatives de promotion touristique et culturelle.

Préserver les recettes locales à l'ère numérique, c'est préserver bien plus que des plats : c'est sauvegarder des identités, des savoirs, des liens. Le numérique, s'il est bien utilisé, peut devenir un allié puissant pour faire vivre la mémoire culinaire africaine, la rendre accessible, attractive et durable.

Jean KPATIKA

Moutarde africaine :

QUAND LE SOUMBALA REMPLACE LE CUBE SANS REGRET

Dans les cuisines togolaises, le Soumbala encore appelé Tchotou ou Afiti dans certaines régions est bien plus qu'un simple assaisonnement. Fabriqué à partir des graines fermentées du néré ou du soja, ce condiment traditionnel incarne une richesse médicinale et nutritionnelle souvent méconnue. Utilisé depuis des générations, il joue un rôle essentiel dans la santé communautaire, notamment dans les zones rurales où l'accès aux soins reste limité. Le Soumbala est reconnu pour ses effets antihypertenseurs. Contrairement aux bouillons industriels riches en sel et en additifs, il contient peu de sodium et renferme des composés bioactifs qui favorisent la dilatation des vaisseaux sanguins. De nombreuses personnes souffrant d'hypertension témoignent d'une amélioration notable après avoir remplacé les cubes de bouillon par le Soumbala dans leur alimentation quotidienne. Ce condiment est également un tonifiant naturel. Riche en protéines et en fer, il aide à prévenir l'anémie, surtout chez les femmes enceintes et les enfants. Dans plusieurs villages, une soupe au Soumbala est souvent servie aux personnes convalescentes ou fatiguées, pour revitaliser l'organisme et stimuler l'appétit. Grâce à sa fermentation naturelle, le Soumbala contient des enzymes qui



facilitent la digestion et réduisent les ballonnements. Il est aussi utilisé pour soulager les troubles intestinaux et renforcer la flore digestive. Ses propriétés

antibactériennes et anti-inflammatoires en font un allié précieux contre les infections internes, notamment les diarrhées et les douleurs abdominales. En plus de ses vertus médicinales, le Soumbala est une source de vitamines essentielles : B1, B2, C et PP. Ces micronutriments jouent un rôle dans le fonctionnement du système nerveux, la formation des globules rouges et la protection cellulaire. Ce savoir-faire ancestral, transmis de mère en fille, mérite d'être valorisé et soutenu. Il est souvent perçu comme un produit « pauvre » ou « rustique », alors qu'il incarne une souveraineté alimentaire et une médecine populaire accessible à tous. Dans un contexte de retour aux sources et de recherche de solutions naturelles, le Soumbala mérite d'être promu, étudié et intégré dans les stratégies de prévention sanitaire. Il n'est pas seulement un condiment : il est un outil de soin, un symbole de résilience et une mémoire vivante des communautés africaines.

Valoriser le Soumbala, c'est reconnaître que la santé peut aussi commencer dans la marmite.

K.J


 yas

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones



yas.tg

#Alèz

250F

250Mo

+100F

375Mo

1 jour

***909*250#**